

11 juillet 1302 : bataille de Courtrai ou des éperons d'or (actuelle Belgique).

La bataille de Courtrai de 1302, également connue sous le nom de bataille des éperons d'or opposa, l'armée du roi Philippe IV de France appuyée par les Brabançons de Godefroy de Brabant et les Hennuyers de Jean Sans-Merci, aux milices communales flamandes appuyées par des milices venues de Zélande et, peut-être de Namur, de Brabant, de Luxembourg, de Liège, d'Allemagne et d'Angleterre.

L'industrie textile faisait la prospérité du comté de Flandre, principauté du nord du royaume de France. Elle utilisait la laine, essentiellement importée des royaumes britanniques. Les artisans tisserands et commerçants, puis à leur suite le comté entier, se retrouvèrent donc dans une situation délicate lorsque le roi de France Philippe le Bel déclara la guerre à l'Angleterre pour prendre le contrôle de l'Aquitaine, en mai 1294.

Gui de Dampierre, comte de Flandre et jusque-là vassal dévoué de Philippe le Bel malgré une ingérence de plus en plus grande du parlement de Paris dans les affaires internes de la Flandre, continua des négociations avec Édouard Ier, roi d'Angleterre, en vue d'un mariage entre les deux dynasties, ce qui revenait à rejoindre implicitement l'adversaire de son suzerain. Convoqué à Paris en septembre 1294 pour une autre affaire, il avoua ce projet au roi de France, qui l'emprisonna avec deux de ses fils jusqu'en février 1295, tout en l'obligeant à rompre la promesse de mariage. En 1297, ralliant les *liébaerts*, faction anti-française, le comte de Flandre se déclare dégagé de toute obligation féodale avec Philippe le Bel. C'est le début de la guerre de Flandre, qui va rapidement tourner à l'avantage du roi de France.

Les Français occupent l'entièreté du comté, ce qui va amener à une importante révolte de la part des Flamands. Après le massacre des « *Matines de Bruges* » en mai 1302, les rebelles *klauiwaerts* tenaient le pays sauf deux places fortes importantes, Cassel et Courtrai.

La ville de Courtrai fut prise par Gui de Namur (fils du comte de Flandre) dans les premiers jours de juillet et la garnison française se réfugia dans le château. Pendant ce temps, le roi Philippe le Bel avait levé une armée et envoya une forte avant-garde à la tête de laquelle se trouvait le comte Robert d'Artois.

Guillaume de Juliers (petit-fils du comte de Flandre et archidiacre de Liège) rejoignit alors son oncle Gui de Namur au siège de Courtrai. Le 8 juillet 1302, les deux armées se firent face. Les forces en présence étaient déséquilibrées.

Les troupes flamandes, les « *Klauiwaerts* », venant en grande majorité de Bruges et pour environ un tiers, de la Flandre orientale, étaient composées d'hommes à pied munis notamment du *goedendag*, lourde lance hérissée d'une pointe métallique. Ces milices étaient bien équipées, et certaines bien entraînées. Elles étaient assistées de milices namuroises des frères de Namur et de Zélande. Les troupes furent confiées au commandement de Pieter de Coninck, Gui de Namur et Guillaume de Juliers. Les milices flamandes furent aussi aidées de corps brabançons sous les ordres de Jean de Cuyck et de Goswin de Goidsenhoven.

Ces troupes prirent position sur un plateau bordé par la Lys d'une part et des marécages d'autre part, le long d'un fossé (canal creusé par les Flamands ? Rivière ?) en demi-lune. Derrière eux se trouvaient les murailles du château de Courtrai.

L'armée française, commandée par le comte Robert d'Artois, était constituée d'archers, de fantassins et de cavaliers. La cavalerie était composée de dix corps (regroupés en trois formations) commandés entre autres par : le connétable Raoul de Nesle, Godefroid de Brabant et Robert d'Artois ; sans compter l'arrière-garde laissée en réserve sous les ordres de Gui de Châtillon, comte de Saint-Pol et gouverneur de Flandre. Les troupes françaises s'amassèrent dans la plaine de Groeninghe. Le comte Robert d'Artois, sûr de la victoire, rejeta la suggestion de contourner l'armée flamande.

Ce « *fossé en demi-lune* » était probablement un ancien méandre de la Lys. Les deux extrémités du méandre se sont progressivement ensablées, résultant en une « *demi-lune* » d'eau stagnante, sans communication directe avec la rivière cependant toute proche. Il s'agit là d'un phénomène géologique de l'ère quaternaire assez courant dans tout « *plat pays* ». Pour une bataille comme celle décrite ci-dessous, ce type de terrain donnait un avantage évident aux combattants locaux, surtout qu'ils étaient à pied contrairement aux cavaliers dont les chevaux ne pouvaient que s'embourber dans un terrain argileux, fort humide, glissant, et entouré de toutes parts par des fossés et de petites mares.

Les ouvrages récents s'accordent à revoir à la baisse les nombres de combattants généralement cités jusque-là. Selon Van Caenegem, les forces en présence ne s'élevaient qu'à environ 8 500 de chaque côté ; et selon Fegley : entre 8 000 à 10 500 combattants flamands et jusqu'à 10 000 combattants français. (Ces chiffres sont sensiblement différents de ceux qu'on attribue aux chroniqueurs de l'époque, comme Villani (contemporain des faits), ou les Annales Gandenses du frère mineur de Gand, qui écrivait sept ans après l'action, tous les deux cités par exemple par Moke : l'un et l'autre évaluaient le nombre de combattants français à environ 50 000 mais le chroniqueur italien estimait le nombre des combattants flamands à 20 000 tandis que le frère mineur les évaluait à 60 000.)

L'armée française était donc probablement répartie en 2 500 chevaliers et écuyers, 1 000 arbalétriers, 2 000 piquiers et 3 000 fantassins.

Du côté flamand, les milices de Bruges alignaient entre 2 600 et 3 700 combattants, parmi lesquels 320 étaient arbalétriers, qui étaient dirigés par Willem van Gulik. D'Ypres venaient 1 000 combattants, dont 500 de réserve. Du Franc de Bruges venaient 2 500 hommes, et des Flandres orientales 2 500.

Le 11 juillet au matin, les archers entamèrent les hostilités et donnèrent temporairement l'avantage à l'armée française. Après un échange de flèches et de carreaux d'arbalètes, les Français firent avancer leurs fantassins jusqu'au fossé. Les chevaliers français, impatients de récolter les fruits d'une victoire qu'ils jugeaient facile, s'élancèrent avec précipitation. Ils n'eurent que peu d'espace pour manœuvrer. Beaucoup s'embourbèrent dans les marécages ; de plus, les *goedendag* furent efficaces pour stopper la cavalerie qui chargeait. Les corps de cavalerie picards des deux sires de Nesles et celui des mercenaires de Jean de Burlats, suivis par les Brabançons de Godefroid de Brabant, les Normands des comtes d'Eu et d'Aumale et les

Artésiens emmenés par Jean de Hainaut, et enfin Robert d'Artois, avec une partie des corps lorrains, bourguignons et champenois, s'engouffrèrent dans ce piège. Les chevaliers trop lourdement armés ne purent s'extirper du borbier. Le fossé en arc de cercle les empêcha de contourner l'obstacle. L'arrière-garde, commandée par le comte de Saint-Pol, décida alors de rebrousser chemin.

Les combattants flamands, peu au fait des us et coutumes de la guerre, massacrèrent les chevaliers à terre sans chercher à faire de prisonniers. Périrent ainsi dans la bataille un grand nombre de fantassins et chevaliers français dont le comte Robert d'Artois, Raoul de Nesle et son frère Gui de Nesle ; Jean de Burlats, les comtes d'Eu et d'Aumale et le chancelier Pierre Flote. Les pertes furent également très lourdes parmi leurs alliés : Jean Sans-Merci du Hainaut ; Godefroid de Brabant et son fils Jean, sire de Vierzon et châtelain de Tournai, ainsi que pratiquement tous les Brabançons. Au total, le nombre de pertes du côté français dut largement dépasser le millier de morts puisque, rien que dans les rangs de la noblesse, plus de 60 comtes et barons, plusieurs centaines de chevaliers et plus d'un millier d'écuyers auraient perdu la vie. Les Flamands n'auraient quant à eux eu à déplorer que quelques centaines de morts, voire pas plus de cent morts.

Les troupes flamandes victorieuses ramenèrent comme trophées les éperons d'or de tous les chevaliers tombés dans la bataille. Ces trophées orneront l'église Notre-Dame de Courtrai avant d'être récupérés par la France et installés à Dijon.

Pour les Flamands, cette victoire sonna le début de leur indépendance et du sentiment national. Gui de Dampierre fut bientôt de retour à la tête de son comté et organisa le mouvement de libération qui gagna plusieurs grandes villes de Flandre.

Le roi Philippe le Bel sortit affaibli par cette défaite. D'une part, il y avait perdu une grande partie de sa chevalerie, ses deux maréchaux de France (Simon de Melun et Guy Ier de Clermont de Nesle), d'autre part il y avait perdu du prestige. Il eut néanmoins les moyens de faire face, même s'il dut financièrement lever des impôts pour reconstituer une armée (tant sur terre que sur mer). Il garda par la suite une grande méfiance vis-à-vis de la capacité de résistance des troupes flamandes. Deux ans plus tard, il prit néanmoins sa revanche sur mer à la bataille de Zierikzee (10 et 11 août 1304) et sur terre à Mons-en-Pévèle (18 août). La sagesse lui fit alors préférer une paix négociée, mais tout à son avantage, et la Flandre retourna, après cette revanche, sous l'autorité royale (effaçant ainsi, pour plusieurs décennies, la défaite de 1302).

Lors de la bataille de Roosebeke en 1382, les Français menés par le roi Charles VI récupérèrent les éperons perdus lors de la bataille et les placèrent dans la basilique Saint-Denis.

La bataille de Courtrai est immortalisée par le peintre Nicaise de Keyser (Bataille des Éperons d'or, 1836). On trouve aussi des détails de cette bataille sur les panneaux en bois d'une malle ; la malle de Courtrai. Le souvenir de cette bataille, romancé notamment par Henri Conscience dans son roman *Le Lion des Flandres* de 1838, est resté présent en Flandre jusqu'à nos jours. Cette victoire, pourtant si ancienne, des Flamands sur la cavalerie française a acquis une valeur symbolique puisque le 11 juillet, jour anniversaire de la bataille, a été choisi comme date de la fête annuelle de la communauté flamande de Belgique.



Détail de la peinture murale (datée de 1905) dans la salle gothique de la mairie de Bruges par les frères Albrecht (1843-1900) et Juliaan De Vriendt (1842-1935).

11 juillet 1708 : bataille d'Audenarde ou Oudenaarde (actuelle Belgique).

La bataille d'Audenarde est une bataille de la guerre de Succession d'Espagne qui eut lieu aux abords de la ville flamande du même nom, en Belgique, le 11 juillet 1708. L'armée française du duc de Vendôme y fut battue par les Impériaux du prince Eugène et les Anglais du duc de Marlborough.

La Grande-Bretagne, les Provinces-Unies, et le Saint-Empire, alarmés par l'alliance entre l'Espagne et la France ne virent d'autre issue que de déclencher une guerre de Succession. Les ambitions françaises en Bavière et en Franconie ont été anéanties après la bataille de Höchstadt (1704). En 1706, la tentative française de réduire la Hollande et de retirer ainsi aux Anglais un appui sur le continent a été repoussée à la bataille de Ramillies. Deux ans plus tard, Louis XIV tente de renouveler l'invasion des Flandres avec cette fois une armée beaucoup plus importante (près de 100 000 hommes).

L'Angleterre, qui ne peut opposer d'emblée que 90 000 Anglo-Hollandais (112 bataillons d'infanterie et 197 escadrons de cavalerie), stationnés au sud de Bruxelles, est sur la défensive. Les armées alliées du prince Eugène sont, elles, encore groupées sur le Rhin, à Coblenze. Ainsi, ces deux armées sont disjointes, tandis que les 100 000 hommes de l'armée française (130 bataillons d'infanterie et 216 escadrons de cavalerie) sont déjà massées près de Mons. Au mois de juin 1708, le généralissime des forces coalisées, le duc de Marlborough, doit impérativement obtenir une victoire tactique, ou plus vraisemblablement faire sa jonction avec le prince Eugène, commandant les forces du Saint-Empire, avant d'affronter l'ennemi.

Les forces françaises étaient dirigées par deux hommes rivaux : le duc de Vendôme, un général expérimenté, et le duc de Bourgogne, petit-fils de Louis XIV, dont ce devait être le premier fait d'armes.

Les deux généraux français s'opposaient sur la tactique à suivre : Vendôme préconisait d'attaquer la place de Huy, avec l'idée de forcer Marlborough à intervenir avec des forces inférieures, tandis que les ordres du roi de France étaient d'attaquer dans les Flandres. L'armée française fit marche vers l'est jusqu'à Braine-l'Alleud, quelque 25 km au sud de Bruxelles, menaçant la citadelle voisine de Louvain. Pour couvrir ces deux places, Marlborough disposa ses forces quelques kilomètres au sud de Louvain.

L'armée française demeura dans ses retranchements pendant un mois, ce qui permit au Prince Eugène d'opérer sa jonction avec Marlborough. Cependant, le 5 juillet, tandis qu'il progressait vers les Flandres, l'armée française fit marche vers l'ouest contre toute attente, s'emparant des places de Bruges et Gand (malgré la résistance opposée par 300 hommes de Marlborough dépêchés là-bas pour l'occasion). Ces événements accablèrent le moral du camp anglais, mais entre-temps les armées du Rhin avaient atteint Audenarde.

Les troupes françaises tenaient à présent toute la vallée de l'Escaut, depuis Valenciennes jusqu'à la mer du Nord. Seule la citadelle d'Audenarde restait aux mains des coalisés. Que cette place vienne à tomber, et les communications seraient coupées avec l'Angleterre.

Non seulement Marlborough prit conscience de la situation, mais il devina la tactique des Français pour s'emparer de la place d'Audenarde, à savoir progresser par la rive orientale de l'Escaut pour attaquer de flanc l'armée britannique, tout en maintenant l'essentiel des troupes en couverture sur le front principal. L'armée française fit en effet mouvement à partir du 8 juillet vers la ville de Lessines. Simultanément, Marlborough amena ses troupes à marches forcées vers cette même ville, dont il s'empara le 10 juillet, contraignant les Français à traverser l'Escaut sur des pontons pour assiéger Audenarde.

Marlborough ordonna à nouveau une marche forcée, à l'effet de poster 11 000 hommes sur l'autre berge de l'Escaut, à l'endroit où les Français franchissaient la rivière. Il confia cette manœuvre à son aide de camp, le général de cavalerie irlandais William Cadogan. Cadogan parvint facilement à contenir l'ennemi sur l'autre rive, cependant que Marlborough faisait, lui, franchir l'Escaut par le reste de son armée, près de 100 000 hommes.

Cadogan ordonna à un escadron de dragons commandé par le général danois Jørgen Rantzau,

d'encercler les éclaireurs de l'avant-garde française en reconnaissance sur la rive droite de l'Escaut, et de ne laisser personne s'enfuir. Cependant ce coup de main échoua, et quelques fuyards purent prévenir le commandant de l'avant-garde française, le lieutenant-général Charles Armand de Gontaut-Biron, que des troupes ennemies se massaient sur la rive droite.

L'officier français, parti se rendre compte par lui-même des lignes ennemies, se trouva décontenancé devant l'importance du dispositif anglais, à un endroit d'ailleurs totalement inattendu. Il hésita sur le parti à prendre : Vendôme lui avait ordonné d'attaquer sans retard, mais il lui parut qu'il ne pouvait exécuter un tel ordre avec seulement 7 bataillons (en démobilisant d'ailleurs celui commis à la garde des pontons) et 20 escadrons contre 20 bataillons ; d'autre part, ses éclaireurs l'avaient mis en garde contre l'état boueux du sol sur la berge opposée, qui limiterait la mobilité de la cavalerie. Sur ces entrefaites, le Prince Eugène franchit l'Escaut avec 20 escadrons de Prussiens et occupa quelques points clef sans rencontrer d'opposition.

Les troupes de Biron commençaient à manœuvrer lorsqu'elles furent arrêtées par la première brigade d'infanterie anglaise, menée par un jeune officier, John Campbell. Cadogan, sur un signal de Marlborough, attaqua avec sa cavalerie les sept bataillons de mercenaires suisses du duc de Biron. L'infanterie suisse fut promptement rejetée à la rivière, et les escadrons français étaient détruits, lorsque l'arrivée du corps de cavalerie française contraignit les Anglais à se replier. L'assaut anglais avait été mené pour l'essentiel par les escadrons de Rantzau, et comptait dans ses rangs le futur roi d'Angleterre, George II de Grande-Bretagne.

Le duc de Bourgogne commit à ce moment une erreur décisive en lançant une contre-attaque immédiate, contre l'avis du duc de Vendôme. L'aile droite française engagea donc les lignes des coalisés sur Eine, cependant que l'aile gauche (pour une raison indéterminée) resta passivement en faction sur Huise, laissant le temps aux Anglais de se regrouper sur cette aile. 28 escadrons de cavalerie couvraient ainsi le flanc droit de l'infanterie de Cadogan, qui supporterait le choc décisif (celui-ci eut lieu vers 16 heures).

Le duc de Bourgogne donna le signal de l'attaque, qui s'abattit d'abord sur les escadrons prussiens. Malgré un combat acharné, les assaillants furent débandés. À ce moment, le duc de Vendôme décida de lancer une attaque au corps à corps avec douze régiments d'infanterie ; une décision discutable, puisqu'elle empêchait toute liaison entre les deux généraux, l'un retranché dans ses quartiers d'État-major, sans information sur le déroulement du combat, l'autre engagé personnellement sur le front, sans détenir toute l'autorité du camp français. Peut-être Vendôme estimait-il que, la mésentente étant consommée, cela ne changeait plus grand-chose à la situation.

Les historiens s'accordent à reconnaître que l'aile droite anglaise aurait pu être anéantie si l'aile gauche française était intervenue. Toujours est-il que le duc de Vendôme en prit conscience, et demanda au duc de Bourgogne la permission d'engager la deuxième aile, ce qui lui fut refusé, mais le courrier ne parvint pas à transmettre cette réponse. La situation empirait tandis que Vendôme attendait toujours la réponse de l'état-major. Il déploya ses troupes, menaçant d'envelopper le flanc gauche des Anglais. À l'approche des régiments du duc d'Argyll, les lignes anglaises se déployaient, mais ne parvenaient pas à desserrer l'étau des Français.

Marlborough déplaça à ce moment son quartier général sur le flanc gauche menacé, laissant au Prince Eugène le commandement du flanc droit (toujours attaqué par le corps d'armée principal des Français). Tandis que son collègue subissait une pression croissante, Marlborough imagina une manœuvre décisive, consistant à renforcer l'aile gauche avec 18 bataillons d'auxiliaires hessois et hanovriens, pour envoyer les 20 bataillons du général prussien Carl von Lottum en renfort vers les troupes du prince Eugène.

Puis il prépara une double manœuvre d'enveloppement. Il avait sous ses ordres toute l'armée des Provinces-Unies, commandée par le *Field Marshal* Hendrik Overkirk, un officier aguerri. Toutefois, ces troupes ne pouvaient franchir l'Escaut sur de simples pontons en moins d'une heure. Pour dégager les ponts de pierre d'Audenarde, Marlborough dépêcha la cavalerie du prince Eugène, qui lança son assaut sur l'État-Major français ; mais cette attaque fut repoussée par les escadrons de la Maison du Roi, et Marlborough, ne disposant plus que de ses 18 bataillons d'auxiliaires hessois et hanovriens, dut se limiter à contenir les assauts de la cavalerie française.

Vers 20 h 30, les troupes d'Overkirk atteignirent finalement leur objectif et commencèrent à encercler le flanc droit des Français, en conjonction avec une attaque simultanée de Marlborough et du Prince Eugène. Cette fois, l'assaut réussit complètement, débandant l'aile droite ennemie et faisant de nombreux prisonniers. L'obscurité empêcha le vainqueur de poursuivre les Français, et d'anéantir le reste de leur armée.

Comme on l'a vu, près de la moitié des troupes françaises ne participa pas au combat : un grand nombre de fantassins et de cavaliers se tenaient en réserve sur une hauteur surplombant au nord la Norcken. La cavalerie ne chargea pas, principalement parce que l'idée générale prévalait que le terrain, trop boueux, était impraticable. Il semble qu'une attaque conjuguée de toutes les forces françaises : Vendôme menant le corps d'armée pour encercler le flanc droit ennemi, tandis que le duc de Bourgogne prenait de vitesse Overkirk et les troupes de secours du duc d'Argyll sur le flanc gauche, aurait décidé d'une victoire française.

Les Français perdirent dans cette bataille 14 000 hommes (dont environ 8 000 prisonniers) et 25 canons, les coalisés perdant environ 6 000 hommes. Les troupes françaises se replièrent sur Gand, l'état-major en proie aux déchirements internes que l'on devine. Seuls les pontons maintenus intacts par les corps de sapeurs sauvèrent l'armée du Roi-Soleil du désastre.

La route de France étant désormais dégagée, le prince Eugène fit marche vers le sud dans les jours qui suivirent avec 75 000 hommes pour porter le combat sur le territoire français. Le maréchal de Boufflers arriva juste à temps (28 juillet) avec un contingent de 15 000 hommes pour défendre Lille. Il parvint à défendre la ville jusqu'en août, mais les coalisés étant décidés à conduire un siège inhabituellement long, il dut se replier dans la citadelle, et capitula finalement avec 8 000 survivants le 28 octobre.

Marlborough et le Prince Eugène se retournèrent alors vers Gand, où les troupes battues à Audenarde s'étaient repliées, et s'emparèrent de cette place le 29 décembre 1708 : les Français devaient évacuer les Flandres et le Hainaut. Après le refus de conditions de paix humiliantes par Louis XIV, ils tenteront de reprendre Mons dès l'année suivante, avec de nouveaux généraux.



11 juillet 1780 : débarquement du corps expéditionnaire de Rochambeau (Newport – actuels États-Unis).

En 1780, Jean-Baptiste-Donatien de Vimeur de Rochambeau est envoyé, avec le rang de lieutenant-général, à la tête de 6 000 hommes des troupes françaises pour aider les colons américains dirigés par George Washington contre les troupes britanniques.



II débarque

à Newport, Rhode Island le 11 juillet 1780, mais reste inactif pendant une année, à cause de son hésitation à s'éloigner de la flotte française, bloquée par les Britanniques à Narragansett.

Enfin, en juillet 1781, ses troupes peuvent quitter Rhode Island et, en marchant à travers le Connecticut, rejoindre Washington dans le comté du Westchester (État de New-York). Leur première rencontre a lieu dans la commune de Mount Kisco, qui fait alors partie de celle de North Castle. Les deux armées établissent ensuite des camps dans la commune voisine de Hartsdale, où elles effectuent du 4 juillet au 19 août 1781, des manœuvres communes ainsi que des reconnaissances armées vers Manhattan, que Washington veut reprendre aux Anglais. C'est lors de ce séjour à Hartsdale que Rochambeau parvient à convaincre Washington de ne pas attaquer l'île de Manhattan, trop bien défendue et trop difficile à attaquer ; il le décide à aller attaquer le général anglais Cornwallis qui, après avoir saccagé les Carolines avec ses troupes, vient de prendre ses quartiers d'hiver à Yorktown (Virginie).

Les deux armées lèvent alors le camp pour Yorktown, où elles arrivent en septembre. Elles font alors leur jonction avec les corps de troupes américaines commandées par La Fayette et reçoivent des renforts par la mer alors que la flotte française assure un blocus efficace. Un siège de plusieurs jours permet la victoire de Yorktown, forçant Charles Cornwallis à se rendre, le 19 octobre. Cette victoire scelle la fin de la guerre révolutionnaire américaine et permet l'indépendance effective des États-Unis d'Amérique.

Lors de cette campagne Rochambeau montre un excellent esprit, se plaçant entièrement sous le commandement de Washington et dirigeant ses troupes en tant qu'élément de l'armée

américaine. Pour témoigner de sa gratitude, le Congrès le remercie, lui et ses troupes. Lors de son retour en France, il est honoré par Louis XVI, qui lui décerne l'ordre du Saint-Esprit et le fait gouverneur de Picardie et de l'Artois.

11 juillet 1831 : combat du Tage entre la marine française et les forts qui protègent l'embouchure du Tage et l'entrée de Lisbonne.

Forces françaises.

Elles sont commandées par le contre-amiral Roussin, qui arbore sa marque sur le *Suffren*, 90. Son second est le contre-amiral Hugon, sur le *Trident*, 74.

- 6 vaisseaux, dont un de 90 canons, un de 80 et 4 de 74 (dont le *Ville de Marseille*)
- 3 frégates,
- 3 corvettes,

Forces portugaises.

- un vaisseau de 74,
- 3 frégates,
- 4 corvettes et des petits bâtiments.

L'estuaire du Tage est en outre battu par les forts *San Juliano* et *Bugio*, sur la rive gauche, et, sur la rive droite, le fort de *Belem*.

Le Portugal refusant de reconnaître la Monarchie de Juillet, le gouvernement français prend prétexte des poursuites judiciaires introduites à l'encontre de deux ressortissants français et considérées, à tort ou à raison, comme iniques, pour entreprendre à son encontre une expédition militaire dont le véritable but est d'amener le souverain portugais dom Miguel à reconsidérer sa position.

L'amiral de Rigny, ministre de la Marine, envoie une flotte commandée par le contre-amiral Albin Roussin avec ordre de forcer le Tage, défendu par des forts et réputé inaccessible et de bombarder Lisbonne. Le 8 juillet 1831, Roussin adresse un ultimatum aux autorités portugaises qui le laissent sans réponse. Le 11, les navires de Roussin pénètrent dans le Tage. Ils sont disposés en 2 colonnes. Celle de gauche comprend les vaisseaux, celle de droite, les frégates et corvettes. Un sévère duel d'artillerie les oppose aux forts portugais, qui s'avèrent incapables d'empêcher leur progression. Ils arrivent devant Lisbonne n'ayant subi que des pertes légères et des avaries insignifiantes et menacent d'ouvrir le feu sur la ville qui n'a aucun moyen de défense. Dom Miguel n'a dès lors d'autre choix que de se soumettre aux exigences françaises. En sus de la satisfaction donnée aux exigences du gouvernement français, Roussin fait saisir tous les bâtiments de guerre et de commerce trouvés dans le port, en dédommagement du coût de l'opération navale.



11 juillet 1888 : naissance du juriste constitutionnaliste et théoricien allemand Carl Schmitt.

Carl Schmitt (1888-1985) fut l'un des juristes et théoriciens politiques les plus influents et controversés du XXe siècle. Né en Rhénanie, dans une famille catholique, il étudie le droit à Berlin, Munich et Strasbourg, avant de devenir professeur de droit public et de philosophie du droit. Schmitt s'impose très tôt

comme un intellectuel de premier plan, publiant des ouvrages majeurs sur la théorie de l'État, la souveraineté, la constitution et la nature du politique. Son œuvre, d'une grande densité conceptuelle, irrigue aussi bien la philosophie, la science politique que la théorie juridique contemporaine.

L'apport le plus célèbre et le plus discuté de Schmitt réside dans sa définition du politique, exposée notamment dans *La Notion du politique* (1927, 1932). Pour Schmitt, le politique ne se réduit ni à l'économique, ni au juridique, ni au moral : il possède une essence propre, irréductible, qui se manifeste dans la capacité d'un groupe humain à désigner l'ennemi. La distinction ami/ennemi est, selon lui, le critère existentiel du politique : « *Le politique, c'est l'intensité du regroupement humain autour de la distinction entre l'ami et l'ennemi.* » L'ennemi n'est pas nécessairement immoral ou mauvais : il est celui qui, de façon existentielle, incarne une altérité telle qu'un conflit violent, voire la guerre, devient possible.

Cette conception radicale s'oppose frontalement à l'idéalisme libéral, qui rêve d'une neutralisation progressive des conflits par la discussion, le droit et le commerce. Schmitt considère au contraire que la politique est le lieu de la **décision souveraine**, du risque, de la possibilité du conflit ultime et de la nécessité de trancher entre amis et ennemis. Il critique la République de Weimar et le parlementarisme, qu'il juge incapables de répondre aux crises et de garantir l'unité du politique.

Schmitt développe une théorie du souverain : « *Est souverain celui qui décide de la situation exceptionnelle.* » Le souverain doit pouvoir suspendre l'ordre juridique pour sauver la communauté en cas de péril. Ce « *décisionnisme* » s'oppose à une vision purement normative ou procédurale du droit et de la politique. Il anticipe ainsi la notion de « démocratie militante » et la nécessité, pour l'État, de se défendre contre ses ennemis internes et externes.

Sa critique du libéralisme est féroce : le libéralisme, selon Schmitt, dissout le politique dans l'économie et la morale, refuse l'affrontement, croit naïvement à la discussion perpétuelle et à la possibilité de neutraliser l'hostilité. Or, pour Schmitt, la politique est indissociable du conflit, du tragique et du risque de la violence. Cette lucidité, ou ce pessimisme, fait de lui un penseur incontournable pour comprendre les limites du consensus démocratique et les ressorts de l'autorité politique.

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)